

LES GRANDES « EMOTIONS » DE NOVEMBRE 2005
Perspectives pour un résistant nouveau échec politique à gauche
 par Alexandre Piettre

[Version longue disponible en ligne de l'article publié in Mouvements, n° 43, janvier 2006, p. 122-130]

Introduction

Une « escalade » prévisible et annoncée

Depuis une dizaine d'années j'ai arpenté, dans le cadre de mes études ou de mon travail, de nombreux « quartiers impopulaires » d'Ile de France, et j'ai toujours trouvé chez leurs résidents de tous âges, contrairement aux idées reçues, un grand intérêt pour la chose politique. Aussi ai-je plus particulièrement porté mon attention, au cours de mes études, sur le mouvement social qui y est à l'œuvre.

- En 1999, dans le cadre d'une enquête sur les modes d'inscription des jeunes adultes de la Grande Borne dans l'espace public¹, j'ai pu mettre en évidence, au-delà des deux émeutes qui s'y déroulèrent durant ma présence, que le rapport au politique ne se réduisait ni à un rapport instrumental aux pouvoirs publics, ni même à un rapport de force avec ces derniers en vue d'ouvrir un espace de négociation, mais que les jeunes adultes tentaient aussi et surtout d'instituer une sphère publique autonome fondée sur la critique des médiations partisanes ou associatives traditionnelles, dans laquelle se forgeaient discrètement des leaderships capables de nourrir des perspectives politiques relatives au pouvoir local.
- En 2000 et 2001, je me suis mis en situation d'observation participante auprès d'un mouvement politique né de la mobilisation de jeunes adultes de Bondy-Nord, le « Kollektif ». Il forgea sa légitimité en devenant le fer de lance d'un mouvement social autour d'enjeux de gestion sociale et urbaine (fraternisation avec les éboueurs en grève, mobilisation contre la maîtrise d'œuvre bâclée d'une réhabilitation de HLM, mobilisation pour l'ouverture des maisons de quartier le soir pendant le ramadan), au point de bousculer les équilibres politiques d'une municipalité dominée par le PS et susciter une liste citoyenne, « Rebondir », inscrite dans la mouvance des Motivé-e-s toulousains, qui, non contente d'obtenir 13% des voix aux élections municipales de mars 2001, eut la particularité de faire le plein des voix dans tous les quartiers populaires de la ville.²
- Enfin, en 2003, j'ai mené une étude sur l'association « Bouge qui Bouge » de Dammarie-les-Lys, née suite aux émeutes de décembre 1997 dans le quartier de la Plaine du Lys, et réputée pour ses mobilisations contre les violences policières et la politique locale de la municipalité UMP. J'ai porté mon attention notamment sur ses modes d'apparition publique dans l'espace urbain et ses modes d'articulation avec les nouveaux acteurs islamiques³. Cette année-là, elle a été présente pour la première fois, en même temps que

¹ Cf. PIETTRE Alexandre, *Les jeunes adultes de la Grande Borne, leurs territoires, leurs représentations et leurs modes d'inscription dans l'espace public local. Contribution aux Contrats Locaux de Sécurité de Grigny et de Viry-Châtillon*, mémoire de DESS « Aménagement Animation Développement Local » sous la direction de ALLEN Barbara, Université de Paris 7, sept 1999

² Cf. PIETTRE Alexandre, *La réémergence d'une sphère publique plébéienne à l'ombre de la démocratie de proximité. L'expérience politique et électorale du Kollektif de Bondy*, mémoire de DEA « Sociologie du pouvoir » sous la direction de MURARD Numa, Université de Paris 7, sept 2001

d'autres collectifs émanant des quartiers d'habitat social, au Forum Social Européen de Paris⁴.

Ce qui à mes yeux se trame dans l'ombre depuis des années s'est révélé au grand jour avec les grandes « émotions »⁵ de 2005. Celles-ci ont une dimension politique évidente qui fait encore l'objet de toutes les dénégations, au point de recourir à l'état d'urgence pour les criminaliser. Mais cet écrasement vaut adoubement. L'état d'urgence valant pour tout le territoire, cela signifie bien que les citoyens des quartiers populaires ont fait effraction politique à l'échelle de la Nation, le président de la République se sentant même tenu en contrepoint de les consacrer comme « fils et filles de la République ». Toutefois, ces émeutes révèlent aussi un manque politique. La responsabilité de la gauche est ici immense. Ne traite-t-elle pas depuis la « marche des beurs » de 1983 comme quantité négligeable, et depuis peu comme dangereuses (loi sur le voile), les voies qu'empruntent les citoyens des classes populaires, et singulièrement ses membres issus de l'immigration post-coloniale, pour animer le mouvement social et reconfigurer l'espace publico-politique ?

Je souhaite illustrer ici ce divorce inquiétant entre la gauche et les classes populaires à travers la façon dont j'ai vécu le début de ces événements. Pour la plupart de mes concitoyens, et singulièrement ceux qui lisent les journaux « de gauche », je crains qu'ils n'aient débuté au mieux que le 27 octobre avec la mort de Bouna et Zihed à Clichy, sinon dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre, quand les émeutes se sont étendues à la Seine-Saint-Denis. Moi, mon sang n'a fait qu'un tour quand, au petit matin du 26 octobre sur France Inter, j'ai entendu notre ministre de l'intérieur conspué par une clameur unanime et cadencée (« à bas Sarkozy ! ») et celui-ci, une fois à l'abri des projectiles, vexé, prendre à témoin un habitant qu'on devinait spectateur angoissé de la scène : « vous en avez marre de cette racaille, hein ? hein ? on va vous en débarrasser »⁶. Certes, rien de bien nouveau dans cette mise en scène médiatique de la reconquête des « territoires perdus de la république ». La « guerre » avait déjà été déclarée depuis l'épisode du « kärcher » par le numéro deux du gouvernement. Mais là, le conflit était acté pour la première fois par une manifestation spontanée de « jeunes de cité » à son encontre. Plus que l'insulte d'un ministre d'Etat à l'encontre de ses concitoyens, c'est elle qui avait retenu toute mon attention.

Quelle ne fut pas ma surprise quand, cherchant avidement dans la presse réputée sinon à gauche, du moins pour sa rigueur, quelque compte-rendu circonstancié et analyse bien sentie de l'événement, je ne trouvais rien du tout ! Pas une ligne dans *Le Monde* daté du 27 octobre

³ Cf. PIETTRE Alexandre, « Des médiations socio-spatiales à la configuration de l'espace public », in MURARD Numa et DAUM Christophe (dir.), *Citoyenneté, engagements publics et espaces urbains*, Rapport final de recherche pour l'Action Concertée Incitative Ville du Ministère de la recherche et de la technologie, CSPRP/URMIS, Université de Paris 7, oct 2004, p.41-62

⁴ Il s'est tenu entre le 11 et le 16 novembre 2003

⁵ J'utilise ce terme au sens où on l'entendait sous l'Ancien Régime, pour inscrire les événements dans le temps long des révoltes populaires, et éviter un « face à face » avec mai 68 qui risque d'être réducteur. Ainsi, le grand médiéviste Jacques Le Goff compare les émeutes des banlieues à la révolte des Ciompi à Florence, au XIV^e siècle, ou au mouvement des chartistes en Angleterre au XIX^e siècle (cf. son interview au journal italien *La Repubblica* du 10.11.05). Pour notre part, nous pensons aux révoltes communales anti-fiscales (à différencier des jacqueries anti-seigneuriales du Moyen-Âge) qui se répandaient de proche en proche, produisaient peu de discours mais beaucoup de violence symbolique, et disparaissaient rapidement de l'agenda politique : elles ont périodiquement secoué la France de 1548 à 1789, ont failli emporter le projet de l'Etat absolu à plusieurs reprises notamment en juillet 1648 (début de la Fronde), et l'ont emporté suite à la « Grande Peur » de juillet 1789 (cf. BERCE Yves-Marie, *Croquants et nu-pieds. Les soulèvements paysans en France du XVI^e ou XIX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1991).

⁶ Je le cite de mémoire. *Le Parisien* du 27.10.05 relate la scène en écrivant que Nicolas Sarkozy a « [promis] aux habitants de les "débarrasser de cette racaille" ».

ni dans celui du lendemain, un tout petit entrefilet dans *Libération* du 27 octobre. Que se passait-il dans la tête des rédacteurs en chef ? Couvre-feu médiatique en urgence, conspiration du silence ? Ou plutôt indifférence face à un événement insignifiant à leurs yeux ? Je ne leur ferai pas injure de la première hypothèse, c'est la seconde qui l'emporta tout de suite dans mon esprit. Pour la « gauche », les classes populaires ne sont plus depuis longtemps un acteur. Il semble qu'aux yeux de ses relais d'opinion, il ne s'était rien passé, sinon un chahut comparable à celui d'élèves indisciplinés contre un surveillant d'internat. Fossé béant entre mon ressenti et le leur, amertume devant leur cécité et leur surdité, à l'image, pensais-je, de celle de la gauche par rapport aux classes populaires révélée au grand jour en 2002. Seul *Le Parisien*, prenait la mesure *politique* de l'événement en en faisant sa « une » le 27 octobre, titrant en manchette : « Sarkozy face aux jeunes des cités. L'escalade » et soulignant dans le chapeau que « jamais le ministre n'avait été accueilli par des jets de pierres comme mardi soir sur la dalle d'Argenteuil ». Voilà le fait majeur du jour, plus encore que la hargne d'un ministre promettant « d'éradiquer la gangrène »⁷ : *Le Parisien* usurpe le rôle historiquement dévolu à *l'Humanité*⁸.

C'était avant la mort de Bouna et Zihed, avant les grenades lancées sur le pas de la mosquée pendant la prière. Le décor était prêt, les acteurs et les spectateurs aussi, ne manquait plus que l'intrigue. Nul doute que les jeunes émeutiers de Clichy-sous-Bois, au soir du 27 octobre étaient informés d'une manière ou d'une autre de ce qui s'était noué sur la dalle d'Argenteuil : les croire sous-informés est une grave erreur. Comment se fait-il que les rédacteurs des grands quotidiens ne l'étaient point, jusqu'à souvent sous-entendre par la suite une antériorité chronologique des émeutes de Clichy par rapport aux propos incendiaires du ministre ? Qu'aucun homme politique n'y soit allé de son commentaire, si ce n'est le maire UMP d'Argenteuil regrettant la mauvaise publicité faite à sa ville et relativisant l'insécurité comme seul un gauchiste irresponsable aurait pu le faire : « Argenteuil, c'est 10% de la population du département, il n'est pas anormal que ce soit aussi 10% des faits de violence urbaine »¹⁰ ? La question pertinente n'est pas : comment en est-on arrivé là ? Mais bien : pourquoi un tel décalage de perception et de ressenti ? N'y a-t-il pas là flagrant délit d'articulation défailante entre la société et ses représentations dominantes ? Où est-il, le délitement du lien social dont on nous rabâche les oreilles ?

1. Une révolte des classes populaires¹¹

Il importe de souligner d'emblée que les émeutiers n'ont pu agir qu'avec l'assentiment tacite d'une majorité silencieuse. La meilleure preuve en est, *a contrario*, que là où les résidents se sont organisés en milice pour protéger leurs biens, comme à Sevran, les incendiaires ont très vite disparu¹², que là où les pères de famille faisaient des rondes pour prévenir les incidents,

⁷ Propos également tenu ce soir là à Argenteuil, une fois à l'abri dans le commissariat. Cf. *Ibid.*

⁸ Qui occulte aussi complètement l'événement dans son édition du 27.10.05.

⁹ Un exemple parmi d'autres, l'article de Piotr Smolar en première page du *Monde* du 12.11.05 : « l'histoire de la rumeur, dans cette crise, reste à écrire. Elle aura (...) été alimentée par les erreurs de communication du gouvernement après la mort par électrocution de deux adolescents, origine de la crise. »

¹⁰ Cf. *Le Parisien* du 27.10.05.

¹¹ Nous entendons classes populaires en son sens *politique*. Elles ne se réduisent pas à la somme des catégories socio-professionnelles « ouvrier » et « employé », mais n'existent que dans le mouvement même où elles s'en écartent en exigeant l'égalité, en figurant « le conflit sur l'existence d'une scène commune, sur l'existence et la qualité de ceux qui y sont présents » (RANCIERE Jacques, *La Méésentente. Politique et Philosophie*, Paris, Galilée, 1995, p.49). Toutes les citations qui suivent disent quelque chose autour de l'urgence de nommer un tel conflit *existentiel*, que les émeutes révéleraient.

comme au Val Fourré, il y en a eu moins qu'ailleurs¹³, que là où des professionnels ou des militants associatifs se sont postés devant les équipements publics, ceux-ci n'ont pas brûlé¹⁴. Et qu'à Clichy-sous-Bois les musulmans pieux n'ont eu qu'à s'interposer pour faire rapidement baisser une tension parvenue à son comble après les grenades envoyées sur le seuil de la mosquée¹⁵.

La presse s'est d'ailleurs assez largement fait l'écho de l'ambivalence de la population des quartiers d'habitat social, voire de son soutien moral. Les mêmes personnes pouvaient monter la garde des équipements publics et donner un point de vue loin de tout manichéisme :

Nos mômes voulaient en découdre. Tout le monde le sentait. (...) Il n'y a pas de réseaux dirigés par une mafia. Les mômes qui sont dans la rue, ce sont nos propres mômes. C'est une révolution de bac à sable. Ils communiquent par portable pour s'organiser. Ils appellent ça : le « sga », le cri en arabe.¹⁶

A la cité des Bosquets à Montfermeil, on a entendu les jeunes femmes, souvent jeunes mères, apporter leur soutien franc et massif : « c'était comme une boule, on savait que ça allait péter », disait l'une d'elles. Et elles disent pourquoi, comme Sabrina, 17 ans et demi :

La police, elle est là pour nous protéger. Elle nous provoque tout le temps. On se fait traiter de bâtards, de bougnoules. C'est normal que les jeunes, ils ont la haine.

Ou comme Cécile, 26 ans, mère d'un enfant :

L'autre jour, on fêtait l'anniversaire des enfants avec une copine, on traversait la cité avec eux, les flics nous sont tombés dessus. Ils passent leur temps à nous surveiller. Ils tournent avec leur voiture, stoppent, redémarrent. C'est insupportable.

De ce fait, elles ne condamnent aucunement les incendies et les dégradations : « c'est que du matériel, c'est pas grave, y a les assurances ». Au point que l'éditorialiste de *Libération*, ces témoignages à l'appui, se sente tenu d'écrire qu'« [ils] confirment la dimension la plus inattendue de cette révolte de « sauvages » : au bout du compte, éminemment politique »¹⁷. Ce que *le Parisien* avait perçu dès avant les émeutes, *Libération* a mis plus de quinze jours à l'admettre.

A la Grande Borne, là où ont eu lieu les émeutes les plus graves au soir du 6 novembre avec une trentaine de policiers blessés par armes à feu, toutes les personnes interviewées, y compris et surtout les relais d'opinion, expriment leur compréhension ou leur sympathie à l'égard du mouvement. Même le boulanger, pourtant situé sur la commune de Viry-Chatillon de l'autre côté du glacis de parking et de la N445, malgré ses carreaux cassés, déclare :

C'est à cause de la police, dans le cadre de l'affrontement. Les flics sont bien obligés d'être là si l'on brûle des trucs, mais c'est leur présence qui crée des troubles. C'est Sarko. Ils font la guerre à Sarko. (...) Tous ces gens-là, ils sont

¹² Cf. *Libération* du 08.11.05. Il s'agit en l'occurrence de résidents d'une copropriété au sein du quartier La Boétie

¹³ Cf. *Le Parisien* du 20.11.05

¹⁴ Par exemple au Blanc-Mesnil, cf. *Le Parisien* du 05.11.05

¹⁵ Cf. *Le Monde* du 03.11.05

¹⁶ Cf. *Le Parisien* du 05.11.05

¹⁷ Cf. *Libération* du 11.11.05

respectables. Je me sens un peu comme Whoopi Goldberg dans Ghost. Je les vois ces gosses, et j'ai l'impression que personne les voit.

C'est le cas aussi du président de l'association franco-marocaine locale : « Ils ont tiré des lacrymogènes sur les enfants et les adultes qui regardaient ; comment Sarkozy va-t-il rétablir l'ordre ? Ce n'est pas avec des mots vulgaires qu'on va changer les cités ». Quant aux citoyens lambda, ils exprimaient clairement la nécessité de trouver d'urgence un débouché politique, comme cette jeune mère de famille : « J'espère qu'ils vont trouver un moyen d'arranger tout ça. Il faut écouter ce que les jeunes veulent vraiment. Il est possible qu'ils veuillent vraiment quelque chose ». Ou cette autre jeune femme soutenant que « Sarkozy a réveillé les jeunes à la conscience politique » et que la crise l'a décidée à s'inscrire sur les listes électorales : « Il faut marcher, bloquer des routes, il faut y aller par des voies pacifiques. Brûler des voitures, c'est rentrer dans le vice de Sarkozy »¹⁸.

Enfin, il faut souligner que dans les régions les plus sinistrées de l'hexagone, principalement la Picardie et le Nord - Pas de Calais, les auteurs de troubles étaient plus souvent les enfants des chômeurs et des cas sociaux « français de souche » que d'origine immigrée. Et ce dans une ambiance plus proche de celle des *Misérables* que de la Palestine, les quartiers touchés étant aussi des quartiers anciens avec leurs maisons en briques à l'alignement. Ainsi, à Lille, « les deux-tiers des jeunes qui passent en comparution immédiate après les incendies nocturnes sont des Jean-Marc et des Maxime ». Des individus isolés, destructurés, au profil encore plus « lumpen » que les enfants de « polygames » ? Point du tout semble-t-il : « dans le quartier des Bois-Blancs à Lille, quand l'école a brûlé, la première demi-heure, ils étaient tous blancs »¹⁹.

Un des problèmes de la gauche partisane et associative dans son ensemble, c'est certainement la prégnance de certains schèmes marxistes, comme celui de la distinction entre lumpen-prolétariat incapable de pensée et d'action et prolétaires animés d'une conscience de classe : à l'heure où l'ancienne classe ouvrière structurée a presque disparu, cela revient à reléguer les classes populaires en-dehors du champ politique et à réserver la conscience de classe aux petits fonctionnaires ou, pire encore, aux introuvables classes moyennes. Ce faisant, la gauche entérine les représentations libérales, le lumpen n'étant que l'autre nom de l'exclu, de celui qui est *en dehors* de la société. Suivons donc sans fard les pistes que nous indiquent les émeutiers pour faire sauter ce verrou mortifère : c'est celles d'une société constamment en état de légitime défense pour s'instituer, c'est-à-dire d'une société contre l'Etat, voire en guerre contre lui²⁰.

2. « On s'attaque surtout à tout ce qui représente l'Etat »²¹

On a beaucoup trop parlé des brasiers de voitures, jusqu'à en faire l'indicateur de l'intensité des « violences urbaines ». On a cherché à leur attribuer une signification symbolique, du type « ils brûlent le symbole de la société de consommation », ou pire, à y trouver la preuve de la barbarie et de l'insignifiance des actes des émeutiers, autour d'énoncés du type « c'est la

¹⁸ Cf. *Libération* du 08.11.05

¹⁹ Cf. *Libération* du 18.11.05

²⁰ Cf. CLASTRES Pierre, *La société contre l'Etat*, Paris, Minuit, 1974, et *Archéologie de la violence. La guerre dans les sociétés primitives*, La Tour d'Aigues, Aube, 1997-1999. Pour son importance dans l'élaboration d'une philosophie politique critique, cf ABENSOUR Miguel (dir.), *L'esprit des lois sauvages. Pierre Clastres ou une nouvelle anthropologie politique*, Paris, Seuil, 1987.

²¹ Cf. *Le Parisien* du 05.11.05

voiture de leurs voisins qu'ils brûlent », « pourquoi ne brûlent-ils pas de voitures à Neuilly ou dans le XVI^e ? ».

Brûler des voitures à Neuilly, c'est bien plus facile à dire qu'à faire : quand aucun lieu ne cristallise la lutte si ce n'est le lieu où l'on vit... L'extraordinaire, dans ce contexte, c'est bien que des centre-villes aient été investis par les émeutiers, comme celui de Saint-Denis au pic des émeutes, que le métro de Lyon ait été pris pour cible le 8 novembre, que des affrontements aient eu lieu place Bellecour le 12 novembre. Il est très clair, ce faisant, que ce n'est pas une logique d'auto-destruction qui est à l'oeuvre, mais bien de confrontation. La rumeur de descentes sur les Champs-Élysées et la Tour Eiffel qui a circulé par portables et sur Internet était fondée : la menace planait depuis au moins une semaine dans la presse²², une tentative de coordination s'est opérée par l'intermédiaire du site d'Indymedia où a circulé un message émanant des cités de Pierrefitte, de Stains et de Saint-Denis à toutes les cités d'Ile de France pour un rassemblement à la Tour Eiffel le 11 novembre à 14h²³, et les messages appelant à l'émeute sur les Champs-Élysées se sont multipliés, à l'image de celui-ci : « ce soir tous o chan zélisé pour foutre la merde ! »²⁴. Litanie de fantômes inassouvis.

Non, décidément, il faut prendre un incendie de voiture pour ce qu'il est, ni plus ni moins qu'un feu de poubelles : occuper par effraction, le temps de la lueur d'un brasier, le domaine public. Là est la raison profonde du caillassage des pompiers, en deçà du fait qu'ils représentent aussi l'Etat : faire en sorte que ça brûle le plus longtemps possible, entendre exploser le moteur des voitures, point final. La répétition rituelle des feux de voiture et de poubelles en dit plus long que tous les discours qu'ils pourraient tenir dans l'instant : ni plus ni moins que manifester sa présence dans l'espace public, signifier un déni d'égalité au public en dérangeant les pouvoirs publics (les pompiers, la police, les fonctionnaires, les élus) bien plus qu'un désir de les interpeller. Il n'y a pas non plus de catégories particulières de population qui est visée, certains émeutiers soutenant même qu'ils brûlent parfois leurs propres voitures²⁵ ou uniquement les voitures abandonnées²⁶. Si cela peut en prime permettre une bataille avec les policiers, tant mieux, mais ce n'est pas le but en soi : la plupart du temps, les incendiaires s'enfuient dès qu'ils entendent les sirènes.

Sous cet angle, on comprend comment ils peuvent passer de la voiture du particulier au mobilier urbain, aux équipements publics et aux dépôts de bus : occuper par effraction le domaine public, et provoquer les institutions à travers toutes ses organisations. Plus elle est « proche », et plus elle est une cible facile, donc potentielle : c'est particulièrement le cas des écoles. Si quelqu'un se met spontanément en travers, gare à lui, il peut être un exutoire commode, avec une volonté de blesser : un homme en est peut-être mort à Stains. Élément pas vraiment nouveau lors de ces émeutes, mais qui a pris de l'ampleur : le fait de viser les

²² Un émeutier à un journaliste : « si ça ne s'arrête pas dans deux semaines on est tous sur les Champs-Élysées », in *Le Parisien* du 05.11.05.

²³ Ceux qui sont venus ont parfois échoué au rassemblement « Banlieues respect » sur le Champ de Mars. Ce devait être initialement une marche pour appeler au calme jusqu'à Denfert-Rochereau : comme il y avait peu de monde et qu'on y entendait surtout des appels à la démission de Sarkozy, le défilé a été annulé. Discutant avec un des nombreux jeunes présents, un lycéen de 17 ans de Noisy-le-Sec ayant participé aux émeutes, celui-ci m'a dit qu'il était venu avant 14h parce qu'il avait entendu parler d'un rendez-vous à la Tour Eiffel. C'est seulement par hasard qu'avec ses amis, après avoir cherché trace de ce mystérieux rendez-vous du côté du Trocadéro, il a trouvé celui de « Banlieues respect » prévu à 15h.

²⁴ Cf. <http://adidas93.skyblog.com> : ouvert à l'origine en hommage à Bouna et Zihed, le 30 octobre, les messages à caractère raciste ont finalement submergé ce blog. C'est l'un des rares à n'avoir pas été désactivé.

²⁵ Comme l'affirment les jeunes de la cité 112 d'Aubervilliers, in *Le Monde* du 08.11.05

²⁶ Comme l'affirme un jeune émeutier du quartier Rougemont de Sevran, in *Le Parisien* du 05.11.05

entreprises, les entrepôts, assimilés aux institutions dans la mesure où le pillage n'en constitue ni le motif, ni même une opportunité. La police, c'est évidemment plus difficile :

Mé poto et oim, on crame lé turvoi. Extra ball. On ambiance telmor la nuit. Le kassage dékole, cé notr spécialité.

Putin, ier Mouloud, ila péta l ieuv. Ilé tro for Mouloud. yo

Zyva, kén dé magazun c tro dlextraball. Mouloud ila proposé dalé séka lkomicéria du tiekar, mè bon, ctro riské lé maternel c plus mieu bien, yo yo.

Fo plu dir dé konery sur ceu blob.²⁷

Il y a bien volonté de faire violence (« tout niquer »), d'attenter à la paix civile, voire à l'intégrité des personnes. Néanmoins, cette violence est fortement ritualisée, contenue même : on a beaucoup souligné qu'elle l'était du côté de la police, ce qui est vrai dans la limite où, disposant de flash-balls, elle fait un usage immodéré de cet arme très pratique pour calmer les nerfs ; quant aux jeunes, ils ont très peu fait usage d'armes à feu, celles-ci restant relativement peu dangereuses dans la quasi-totalité des cas (pistolets à grenaille, fusils de chasse) : les violences contre les personnes, particulièrement contre les dépositaires de l'autorité publique, visent moins à tuer qu'à marquer dans la chair. Par ailleurs, ce n'est pas une violence gratuite et aveugle, l'objectif est limité mais clair et unanime (la démission de Sarkozy) et les cibles sont préméditées ainsi que le soutient avec emphase cet émeutier du quartier Rougemont, à Sevran :

Rien n'est fait par hasard, tout est organisé ; On se concerte avec ceux des villes voisines, on s'appelle et on se rencontre pour programmer les actions de la nuit, savoir ce qu'on va cramer. Ensuite on agit par petits groupes.²⁸

Il faut donc être précis et lucide : il s'agit bien d'un mouvement à caractère politique, sinon pourquoi s'en prendre aussi *gratuitement* à l'Etat ? Mais en revanche, il n'y aucune volonté d'aménager un espace de négociation pour éventuellement élaborer des revendications. Il n'y a qu'une volonté de le harceler, de le marquer au fer rouge : quand tout ce qui, en tant que tel, représente l'Etat aux alentours est détruit, les incidents amorcent leur déclin. Ce n'est pas du tout une logique de « crise totale » ainsi que le soutenait Michel Wieviorka²⁹, mais bien de guerre récurrente de faible intensité (90 voitures brûlées volontairement en moyenne chaque nuit en France), avec accès de fièvre intermittent en fonction des circonstances. Celui-ci n'a été que beaucoup plus fort en l'occurrence, a changé d'échelle et partant, induit une rupture de cadre ne serait-ce qu'avec l'Etat d'urgence, comme d'autres émeutes l'ont induit dans le passé. Et en premier lieu celles des Minguettes en 1981 qui ont induit les premiers dispositifs de la politique de la Ville.

Par ailleurs, ces émeutes n'ont rien à voir avec un « pogrom » comme le soutient Alain Finkielkraut³⁰ : il n'y a eu aucune agression à caractère antisémite, et les dégradations d'édifices religieux ont été extrêmement limitées, bien que fortement médiatisées. Certes, l'antisémitisme est une réalité dans les quartiers populaires comme l'ont montré d'autres événements survenus dans les banlieues récemment, en lien avec le conflit israëlo-palestinien.

²⁷ Cf. <http://adidas93.skyblog.com>

²⁸ Cf. *Le Parisien* du 05.11.05.

²⁹ in *Le Parisien* du 04.11.05

³⁰ Dans une interview au *Figaro* du 15.11.05, et à *Haaretz* du 18.11.05 (rapportée par *Le Monde* du 24.11.05), Alain Finkielkraut parle de « pogrom antirépublicain » à propos des émeutes. Or, un pogrom est par définition antijuif, il ne peut viser en tant que tel un régime politique sans trahir le sens même des mots. Les associer est donc intellectuellement parfaitement malhonnête.

Mais comment qualifier ce lourd contre-sens eu égard au caractère anarchiste, au sens le plus radical et impolitique du terme³¹, des événements ? Cela s'apparente à une opération de propagande visant à les réduire « à une révolte à caractère ethnico-religieux »³², et par anticipation à jeter l'opprobre sur l'élaboration d'un débouché politique s'y rapportant. Avant d'en explorer les termes possibles, sinon souhaitables, regardons donc exactement le rôle qu'y a tenu l'islam.

3. Prendre la mesure du rôle de l'islam : ni la cause ni le motif, la mèche

L'islam et les nouveaux acteurs islamiques ont été à la fois totalement étrangers aux émeutes et n'ont cessé de les hanter. D'abord, il convient de remarquer que les émeutes se sont étendues à la Seine-Saint-Denis, dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre, seulement suite aux grenades lancées sur le seuil de la mosquée de Clichy-sous-Bois : « ils ont touché à la mosquée et on ne peut plus rien faire »³³. Par ailleurs, elles se sont propagées alors même que, grâce à la mobilisation des musulmans pieux largement médiatisée, la tension commençait à retomber à Clichy-sous-Bois : la concordance, sans induire une relation de cause à effet, n'est pas insignifiante. La figure paradoxale d'une prière collective profanée par les dépositaires de l'autorité publique et des fidèles se mobilisant pour contenir la colère des non-pratiquants ainsi suscitée, est constitutive du point de départ des grandes « émotions » : elle en a institué le cadre général en leur assignant ses limites symboliques. Écoutons ici un habitant de Clichy d'une quarantaine d'années interpeller le service d'ordre musulman, au premier soir de son apparition :

*Si ça avait été une synagogue, qu'est-ce qu'on aurait dit. Tout le monde aurait crié au scandale ! Vous parlez de faire une marche, mais ça sert à rien. On a des papiers depuis des générations mais on n'est pas des Français comme les autres.*³⁴

Face à cette volonté d'en découdre uniquement motivée par le ressentiment et qui, partant, ne se donne aucune limite, les fidèles ont opposé une digue de leurs corps et relayé une exigence, élaboration très sommaire de la « demande » des émeutiers, sur leurs dossards : « respect et justice pour nos enfants et notre culte »³⁵. Tout en suggérant aux pouvoirs publics les voies d'une sortie de crise (« la solution serait que le gouvernement condamne fermement ce qui s'est passé à la mosquée et réduise le nombre de policiers sur place »³⁶), ils arpentaient le quartier en criant « Allah Akbar »³⁷ et disaient aux émeutiers : « arrêtez, soyez intelligents mes frères, ils n'attendent que ça »³⁸. Leurs voix ont vite été recouvertes par le bruit médiatique des émeutes, mais elles ont été capitales pour légitimer politiquement la colère des

³¹ Cf. par exemple la définition qu'en donne Emmanuel Lévinas, in *Autrement qu'être ou au-delà de l'essence*, Paris, Martinus Nijhoff, 1978, n. 1, p.160 dans l'édition de poche, coll. Biblio essais : « la notion d'anarchie (...) précède le sens politique (ou antipolitique) qu'on lui prête populairement. Elle ne peut pas – sous peine de se démentir – être posée comme principe (au sens où l'entendent les anarchistes). L'anarchie ne peut pas être souveraine comme l'*archè*. Elle ne peut que troubler – mais d'une façon radicale – et qui rend possibles des instants de négation *sans aucune* affirmation - l'Etat. L'Etat ainsi ne peut s'ériger en Tout. Mais en revanche, l'anarchie peut se dire. Le désordre a pourtant un sens irréductible en tant que refus de la synthèse. »

³² Propos tenu par Alain Finkielkraut au journal *Haaretz*, rapportés par *Le Monde* du 24.11.05

³³ Un « frère » contemplant des affrontements entre jeunes et policiers à Montfermeil, le soir du lundi 31 octobre, in *Le Monde* du 02.11.05.

³⁴ Propos rapportés in *Ibid.*

³⁵ Cf. *Le Parisien* du 02.11.05

³⁶ Cf. *Ibid.*

³⁷ Cf. *Le Monde* du 03.11.05

³⁸ Cf. *Le Parisien* du 02.11.05

émeutiers du seul fait de lui interdire toute légitimation religieuse, barrant ainsi préventivement la route à toute récupération djihadiste.

Pour saisir au plus près le paradoxe de l'intervention des « frères » dans l'espace public, légitimant la politique du lieu de la religion sans réduire ni identifier celle-là à celle-ci, on peut convoquer la catégorie de l'impolitique, telle qu'elle a été élaborée par Roberto Esposito pour penser le lieu propre du politique, par opposition à l'antipolitique :

L'impolitique n'est pas la négation du politique : il est son négatif. C'est le politique même observé à partir de son confin (...). L'impolitique n'oppose aucune valeur au politique. Il est ce qui, au contraire, le libère définitivement de la valeur, ce qui critique toute considération du politique en termes de valeur, toute valorisation du politique. La valorisation du politique – sa constitution en Absolu – est ce que l'impolitique critique (...). Le « pôle positif », le Bien, est, pour l'impolitique, irréprésentable. Voire l'irréprésentable même.³⁹

C'est là exactement la perspective adoptée par les fidèles criant « Allah Akbar » au pied des immeubles : ils empêchent ainsi des émeutes en Son nom et pour les valeurs islamiques, tout en légitimant par ailleurs la colère des émeutiers sur leurs dossards. Ainsi, s'il paraît probable que, n'était cet épisode de la mosquée, et malgré la provocation de M. Sarkozy à Argenteuil, les émeutes de Clichy-sous-Bois se seraient ajoutées à la longue liste des émeutes locales répondant aux violences policières, il ne sera plus que très rarement et de moins en moins invoqué comme motif des émeutes par les émeutiers ou leurs supporters. En revanche, la mort de Bouna et Zihed sera mise partout en exergue. Les blogs créés en mémoire des deux jeunes ont ainsi accueilli des centaines de messages de ce type en provenance de toute la France, voire de l'étranger :

je suis grave dslé pour ses 2garçons je pris allah ke leur ame repose en paix hinchallah meme si je ne les connais. Et surtout ne les oublions pas en étan tous solidaire seron nou les coudes noublier pa kon es tous les meme et ke sa oré pu arivé anos propre frere...FAISON NO SALAT ET ALLAH NOUS PROTEGERA ET NOU GUIDERA SALAMA ALIKOUM BOUSSA⁴⁰

salam

a lyon on les connaissais pas mais on vous soutient serieux on a vraiment etait touché et faux vraiment ksa bouge, chez nous aussi ya des histoires comme sa mais elles son camouflés.La sa etait le detonateur Ne serait ce ke pour leur memoire! Et inchallah la ils sont auprès d'Allah De plus a tous ceux ki viennent laisser des commentaires facho , sachez ke vous etes en minorité car si la communauté musulmane à etait très touché les quartier sont cosmopolites et on est avant tout tous de nationalité française!!!!!! PENDANT COMBIEN DE TEMPS ENCORE ON VA NOUS DIRE KE LON EST ENFANT DE L'IMMIGRATION??? on en est a la 3eime ou 4eime generation ki grandit ici et sarko t polonais oubli pas!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!!⁴¹

A lire tous ces messages, l'évidence que l'islam crée le liant s'impose : non pas en tant qu'il permet une co-identification, mais en tant qu'il étaye l'expression d'un « nous » ou

³⁹ ESPOSITO Roberto, « La perspective de l'impolitique », in *Tumultes*, n°8, Paris, L'Harmattan, 1996, p.59-69, p.62-63

⁴⁰ Cf. <http://adidas93.skyblog.com>, message « dune jeune reubeu triste », posté le Lundi 07 novembre 2005 à 21:47

⁴¹ Ibid., message « de tania », posté le Samedi 12 novembre 2005 à 11:51

d'un « on » qui non seulement dépasse l'interconnaissance du voisinage ou de la bande, mais aussi excède celui de l'oumma. En effet, quand cette jeune femme écrit : « *seron nou les coudes noublier pa kon es tous les meme et ke sa oré pu arivé anos propre frere* », elle s'adresse à tous les lecteurs du blog, à tous ses semblables en tant qu'ils sont ses égaux, par-delà son genre, et du lieu de la dénonciation d'un rapport social et non d'une communauté close sur elle-même. Cette façon de convoquer la fraternité concerne aussi ceux qui ne sont pas pratiquants, voire ceux qui ne sont pas musulmans, lorsqu'ils utilisent des modes d'adresse islamiques, tels que « inch Allah » ou « reposez en paix » :

*chui franC j pass un kikou a ts mes pote franC & ossi keubla, keutur, berbers, portugus et kosbo ki rament pr s en sortir!
Bouna & zihed repozé en paix, solidarité av leur proches.
Peace⁴²*

on les voyon comme ça j eu les larmes o ys dsl pr les ces deux petits allah arhamhoummmm et dsl pr leur famille respect les gens et les fliks c des gros batards c des rasicte§⁴³

franchement cdes batar c keuf il faut tous les nike il avai rien vu de la vie encor il etai tro jeune reposer en pai x mai frère⁴⁴

A cette aune on peut mieux évaluer l'enjeu des prises de position des « autorités » musulmanes et des divers mouvements islamiques. Tous ayant appelé d'une façon ou d'une autre au calme, le problème n'est pas de savoir s'ils ont ou non joué dans le sens de l'apaisement, sauf à rester rivé à une pensée du soupçon. En revanche, on peut se demander dans quelle mesure leurs prises de position entrent ou non en correspondance avec des messages qui, tout en usant de modes d'adresse islamiques comme pour passer un témoin, ont clairement des résonances politiques. Ainsi, l'UOIF a commis pour la première fois une fatwa⁴⁵ pour condamner les auteurs de trouble, évacuant d'emblée et sans autre forme de procès toute dimension politique aux émeutes, contribuant ainsi paradoxalement à l'islamisation des problèmes sociaux et politiques, soit une démarche exactement inverse aux messages des pratiquants délivrés sur le blog :

Il est formellement interdit à tout musulman recherchant la satisfaction et la grâce divines de participer à quelque action qui frappe de façon aveugle des biens privés ou publics ou qui peuvent attenter à la vie d'autrui. Contribuer à ces exactions est un acte illicite. Tout musulman vivant en France, qu'il soit citoyen français ou hôte

⁴² Ibid., message « de lucas », posté le Vendredi 11 novembre 2005 à 13:18. J'avais par ailleurs déjà remarqué certaines adoptions d'attitudes provenant de la religion musulmane chez des jeunes n'appartenant pas à cette confession et pourtant « dominants » sur leur quartier, comme mettre la main sur le cœur, jusqu'à parler des « musulmans » pour désigner les enfants d'immigrés turcs ou arabes quand leurs parents les distinguent soigneusement, lors d'une enquête effectuée sans le cadre d'une mission du CSTB auprès du bailleur OPSOM, dans un quartier HLM « rural », à Ham en Picardie, en février 2003.

⁴³ Ibid., message « de algrienne trs triste », posté le Lundi 07 novembre 2005 à 22:34

⁴⁴ Ibid., message « de abdel zup nord sud de nimes », posté le Lundi 07 novembre 2005 à 22:15

⁴⁵ La fatwa est un avis juridique traditionnellement délivré par des oulémas (savants musulmans). Pour la France, le seul organe ayant jusqu'ici délivré des fatwas est le conseil européen de la fatwa, mis en place en lien avec l'Union des Organisations Islamiques en Europe dont fait partie l'UOIF, inscrite dans la mouvance idéologique des Frères musulmans mais sans lien organique avec la confrérie. Elle est chargée d'élaborer une « jurisprudence de minorité » pour les musulmans européens. C'est donc une démarche tout à fait exceptionnelle de la part de l'UOIF que d'élaborer en son nom une fatwa, pour traiter d'un problème à l'évidence d'ordre politique bien plus que jurisprudentiel.

*de la France est en droit de réclamer le respect scrupuleux de sa personne, de sa dignité et de ses convictions et d'agir pour plus d'égalité et de justice sociale. Mais cette action qu'elle soit entreprise de façon concertée ou spontanée ne doit en aucun cas se faire en contradiction avec les enseignements rappelés et le droit qui gère la vie commune.*⁴⁶

Il s'agissait en fait pour l'UOIF de s'instituer comme le relais de l'Etat dans les banlieues, d'apparaître comme son auxiliaire indispensable en comblant de religieux ce qui lui paraît être un vide politique, c'est-à-dire une faillite d'un *certain* Etat⁴⁷. Notons qu'à peu de choses près, cela pourrait ressembler à un communiqué d'un parti « républicain » et soucieux de « l'Etat de droit ». Et que localement, ceux qui ont relayé ce rappel à l'ordre islamique n'ont pas été mieux traités que s'il avait été républicain. Ainsi, parmi les neuf voitures brûlées dans l'Essonne dans la nuit 8 au 9 novembre, il y avait celle du président de l'association des Musulmans de Corbeil-Essonnes, affiliée à l'UOIF : il avait lancé un appel au calme deux jours avant⁴⁸. Au contraire, le Collectif des musulmans de France, pourtant issu lui aussi de la mouvance idéologique des Frères musulmans⁴⁹, s'est fendu d'un communiqué qui, pour émaner d'un mouvement religieux, n'en avait pas moins une tonalité directement politique :

*Si nous condamnons avec la plus vive des énergies cette flambée de violence dont le ministre de l'intérieur porte la totale responsabilité, nous notons avec colère que ni le Premier ministre ni le Président de la République n'ont su trouver les mots pour apaiser les familles des deux jeunes électrocutés à Clichy-sous-bois ou pour reconforter ceux qui ont été choqués qu'une grenade lacrymogène de la police nationale explose en pleine mosquée. Ils sont les parfaits représentants d'une classe politique coupée des réalités sociales de notre pays qui a laissé le chômage, les inégalités, le racisme et les discriminations déchirer son tissu social.*⁵⁰

C'est en prenant toute la mesure de la dimension politique des grandes « émotions » de novembre 2005, c'est-à-dire *aussi* de la perspective religieuse qui l'étaye, qu'on peut raisonnablement élaborer un débouché politique qui réponde aux défis que la République doit relever pour conjurer la menace d'une régression bonapartiste ou d'une fuite en avant néo-conservatrice.

⁴⁶ Fatwa édictée par l'UOIF le 6 novembre. Cf., pour le texte intégral et sa critique d'un point de vue islamique, <http://www.oumma.com>

⁴⁷ Ainsi s'exprimait Fouad Alaoui, président de l'UOIF pour Le Monde du 03.11.05 : « on ne peut exclure la religion du champ social. Elle peut être un facteur d'apaisement. Si toutes les lois et les réglementations ne parviennent pas à cadrer les hommes, la religion peut jouer tout son rôle ». Certes, on ne peut exclure la religion du champ social et l'Etat ne peut s'identifier au Tout, mais dans ce schéma évacuant l'autonomie de la politique qui assigne à l'Etat ses propres limites, la religion aussi perd son autonomie.

⁴⁸ Cf. www.lemonde.fr, article publié le 09.11.05

⁴⁹ Proche de l'intellectuel suisse Tariq Ramadan, mais organisation distincte de son réseau « Présence musulmane », le CMF s'oppose à l'instrumentalisation du culte musulman par l'Etat *via* le CFCM, et privilégie l'organisation des musulmans « par en bas » et leur participation politique au mouvement social.

⁵⁰ Communiqué du CMF du 6 novembre, publié sur <http://www.oumma.com>

Conclusion

Ni totem, ni tabou : du PS à la LCR, fraterniser avec les indigènes de la République

La gauche dans son ensemble a pris beaucoup de retard : si elle ne s'est pas encore complètement aliénée les électeurs des classes populaires dont le cœur battant est aujourd'hui constitué des enfants d'immigrés africains, c'est parce qu'elles choisissent la moins pire des solutions proposées, à l'image de son vote massif pour Chirac au second tour des élections présidentielles de 2002. La gauche doit prendre langue avec l'éclosion de collectifs politiques issus des quartiers d'habitat social, tels « Banlieue 69 », qui se mettent en ordre de marche pour les échéances de 2007, plutôt que de tenter de refléter la « diversité culturelle », nom commun du versant positif du délit de faciès. Et prendre enfin au sérieux le diagnostic qu'ils posent :

Sarkozy nous traite de « racailles ». Avant, nous avons eu « les sauvages », « l'invasion », « le bruit et l'odeur ». Depuis des années, les dirigeants français font passer le message dans la société française que nous, les immigrés et enfants d'immigrés, Arabes et Noirs, nous sommes incompatibles avec la France. Alors que nous sommes profondément attachés aux valeurs républicaines. Nous voulons exister, être reconnus en France, notre pays. Pourquoi ce n'est pas possible ? Parce que l'héritage colonial a figé dans l'imaginaire collectif une représentation des populations non européennes.»⁵¹

L'appel des « indigènes de la République », abondamment décrié comme l'expression de l'hydre communautariste et de ce fait mis au ban de la gauche, faisait il y a un an, et plus rigoureusement, le même constat :

Le traitement des populations issues de la colonisation prolonge, sans s'y réduire, la politique coloniale. Non seulement le principe de l'égalité devant la loi n'est pas respecté mais la loi elle-même n'est pas toujours égale (double peine, application du statut personnel aux femmes d'origine maghrébine, sub-saharienne...). La figure de l'« indigène » continue à hanter l'action politique, administrative et judiciaire ; elle innerve et s'imbrique à d'autres logiques d'oppression, de discrimination et d'exploitation sociales.⁵²

Et cela uniquement parce que l'appel dénonçait la loi sur le voile comme archétype de l'Etat post-colonial, y voyant à juste titre une législation d'exception à l'égard du principe de laïcité. Or, dans son rapport aux classes populaires, la gauche doit renoncer pour de bon au molletisme⁵³, véritable visage du social-nationalisme, et cesser de considérer la présence musulmane comme un ennemi de l'intérieur. Car enfin, ne nous leurrions pas, c'est elle qui a canalisé l'interrogation de la devise républicaine par les grandes « émotions ».

⁵¹ Pierre Didier Tché-Tché Apéa, membre et ancien président de Divercité, lors de la première réunion de Banlieue 69 le 19.11.05., cité in *Le Monde* du 22.11.05

⁵² Extrait de *l'Appel pour les Assises de l'anti-colonialisme post-colonial*, publié le 19 janvier 2005. Espérons qu'avec l'apparition officielle d'un lobby de la communauté noire (cf. *Libération* du 26-27.11.05), authentique mouvement ethnique, il va devenir parfaitement indécent de qualifier l'appel des indigènes de la République, où figurent aussi des Africains et des Antillais parmi ses initiateurs et soutiens, de communautariste.

⁵³ Du nom de Guy Mollet, président du conseil SFIO de janvier 1956 à mai 1957. Il a considérablement durci la politique de répression en Algérie après s'être fait copieusement hué par les pieds-noirs à Alger, jusqu'à provoquer la rupture avec Mendès-France.